



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 6970

Projet de loi portant approbation d'amendements aux Annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants, signée le 22 mai 2001, adoptés par les Parties par Décisions SC-7/12, SC-7/13, SC-7/14 à l'occasion de la septième réunion des Parties, tenue à Genève du 4 au 15 mai 2015

Date de dépôt : 21-03-2016

Date de l'avis du Conseil d'État : 11-05-2016

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
21-03-2016	Déposé	6970/00	<u>3</u>
11-05-2016	Avis du Conseil d'État (3.5.2016)	6970/01	<u>34</u>
10-10-2016	Arrêté Grand-Ducal de retrait du rôle des affaires (27.9.2016)	6970/02	<u>37</u>
11-05-2016	Commission de l'Environnement Procès verbal (18) de la reunion du 11 mai 2016	18	<u>40</u>

6970/00

N° 6970

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2015-2016

PROJET DE LOI

portant approbation d'amendements aux Annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants, signée le 22 mai 2001, adoptés par les Parties par Décisions SC-7/12, SC-7/13, SC-7/14 à l'occasion de la septième réunion des Parties, tenue à Genève du 4 au 15 mai 2015

* * *

*(Dépôt: le 21.3.2016)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (15.3.2016).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs.....	2
4) Amendements aux Annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants.....	5
5) Fiche d'évaluation d'impact.....	27
6) Fiche financière.....	29

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation d'amendements aux Annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants, signée le 22 mai 2001, adoptés par les Parties par Décisions SC-7/12, SC-7/13, SC-7/14 à l'occasion de la septième réunion des Parties, tenue à Genève du 4 au 15 mai 2015.

Palais de Luxembourg, le 15 mars 2016

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,*

Jean ASSELBORN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique. – Sont approuvés les amendements aux Annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants, signée le 22 mai 2001, adoptés par les Parties par Décisions SC-7/12, SC-7/13, SC-7/14 à l’occasion de la septième réunion des Parties, tenue à Genève du 4 au 15 mai 2015.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi se propose d’approuver les amendements aux annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants, qui a fait l’objet de la loi d’approbation du 8 janvier 2003.

Lesdits amendements ont comme base les décisions SC-7/12, SC-7/13 et SC-7/14, telles qu’elles ont été adoptées par la septième réunion des Parties à la Convention, qui s’est déroulée à Genève, du 4 au 15 mai 2015.

Compte tenu de l’approche de précaution énoncée dans le principe 15 de la Déclaration de Rio sur l’environnement et le développement, l’objectif de la Convention est de protéger la santé humaine et l’environnement des polluants organiques persistants.

En ce qui concerne les POP, il s’agit de molécules complexes qui, contrairement aux autres polluants ne sont pas définies en fonction de leur nature chimique mais à partir de quatre propriétés qui sont:

- la toxicité (elles ont un ou plusieurs impacts prouvés sur la santé humaine),
- la persistance dans l’environnement (molécules résistantes aux dégradations biologiques naturelles),
- la bioaccumulation dans les tissus vivants et augmentation des concentrations le long de la chaîne alimentaire (bioamplification),
- le transport à longue distance.

La CS a été adoptée en mai 2001 et est entrée en vigueur le 17 mai 2004. La Convention de Stockholm telle qu’adoptée en 2001 appelle à une action internationale sur 12 POP regroupés dans les trois catégories suivantes: 1) les pesticides: l’aldrine, le chlordane, le DDT, la dieldrine, l’endrine, l’heptachlore, le mirex et le toxaphène; 2) les produits chimiques industriels: l’hexachlorobenzène (HCB) et les polychlorobiphényles (PCB); et 3) les POP produits de manière non intentionnelle: les dioxines et les furanes. Les gouvernements doivent promouvoir les Meilleures techniques disponibles (MTD) et les Meilleures pratiques environnementales (MPE) pour remplacer les POP existants, tout en prenant des mesures pour empêcher l’élaboration de nouveaux POP.

En 2009, les Parties sont convenues d’ajouter neuf nouvelles substances aux Annexes, à savoir: le c-pentabromodiphényléther; le chlordécone; l’hexabromobiphényle (HBB); l’alpha hexachlorocyclohexane (alpha-HCH); le betaHCH; le lindane; le c-octabromodiphényléther; le pentachlorobenzène (PeCB); et le sulfonate de perfluorooctane (SPFO), ses sels, et le fluorure de SPFO (FSPFO).

En 2011, les Parties ont ajouté l’endosulfan à la Convention.

La Convention de Stockholm compte aujourd’hui 179 Parties.

Par la décision SC-7/12, la COP a décidé de „modifier la première partie de l’Annexe A à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants afin d’y inscrire l’hexachlorobutadiène sans dérogation spécifique, en y insérant la rubrique suivante:

	<i>Activité</i>	<i>Dérogation spécifique</i>
Hexachlorobutadiène (n° CAS: 87-68-3)	Production	Néant
	Utilisation	Néant

Par la décision SC-7/13, la COP a décidé

- „de modifier la première partie de l’Annexe A à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants afin d’y inscrire le pentachlorophénol et ses sels et esters avec des dérogations spécifiques concernant la production autorisée pour les Parties inscrites au Registre des dérogations spécifiques et pour l’utilisation du pentachlorophénol pour traiter les poteaux électriques et leurs

traverses, en y insérant la rubrique suivante: Substance chimique Activité Dérogation spécifique Pentachlorophénol et ses sels et esters Production Telle qu'autorisée pour les Parties inscrites au Registre, conformément aux dispositions de la partie VIII de la présente Annexe Utilisation Pentachlorophénol pour traiter les poteaux électriques et leurs traverses, conformément aux dispositions de la partie VIII de la présente Annexe 2.

- d'insérer une nouvelle note vi) dans la première partie de l'Annexe A, libellée comme suit: vi) Le pentachlorophénol (n° CAS: 87-86-5), le pentachlorophénate de sodium (n° CAS: 131-52-2 et 27735-64-4 (comme monohydrate)) et le laurate de pentachlorophényle (n° CAS: 3772-94-9), considérés avec leur produit de transformation, le pentachloroanisole (n° CAS: 1825-21-4), ont été identifiés comme étant des polluants organiques persistants;
- d'ajouter à l'Annexe A une nouvelle partie VIII se présentant comme suit: Partie VIII Pentachlorophénol et ses sels et esters Chaque Partie ayant fait enregistrer une dérogation conformément à l'article 4 pour la production et l'utilisation du pentachlorophénol pour traiter les poteaux électriques et leurs traverses prend les mesures nécessaires pour faire en sorte que les poteaux électriques et leurs traverses traités au pentachlorophénol puissent être facilement identifiés, par leur étiquetage ou d'autres moyens, tout au long de leur cycle de vie. Les articles traités au pentachlorophénol ne devraient pas être réutilisés à des fins autres que celles faisant l'objet de dérogations.“

Par la décision SC-7/14, la COP a décidé

- „de modifier la première partie de l'Annexe A à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants afin d'y inscrire les polychloronaphtalènes, notamment les dichloronaphtalènes, trichloronaphtalènes, tétrachloronaphtalènes, pentachloronaphtalènes, hexachloronaphtalènes, heptachloronaphtalènes, l'octachloronaphtalène avec des dérogations spécifiques concernant la production de ces substances chimiques comme intermédiaires dans la production des polyfluoronaphtalènes, notamment l'octafluoronaphtalène, et l'utilisation de ces substances chimiques pour la production des polyfluoronaphtalènes, notamment l'octafluoronaphtalène, en y insérant la rubrique suivante: Substance chimique Activité Dérogation spécifique Polychloronaphtalènes, notamment les dichloronaphtalènes, trichloronaphtalènes, tétrachloronaphtalènes, pentachloronaphtalènes, hexachloronaphtalènes, heptachloronaphtalènes, l'octachloronaphtalène Production Intermédiaire dans la production des polyfluoronaphtalènes, notamment l'octafluoronaphtalène Utilisation Production des polyfluoronaphtalènes, notamment l'octafluoronaphtalène;
- modifier la partie I de l'Annexe C à la Convention afin d'y inscrire les polychloronaphtalènes, notamment les dichloronaphtalènes, trichloronaphtalènes, tétrachloronaphtalènes, pentachloronaphtalènes, hexachloronaphtalènes, heptachloronaphtalènes, l'octachloronaphtalène, en insérant la rubrique „Polychloronaphtalènes, notamment les dichloronaphtalènes, trichloronaphtalènes, tétrachloronaphtalènes, pentachloronaphtalènes, hexachloronaphtalènes, heptachloronaphtalènes, l'octachloronaphtalène“, dans le tableau intitulé „Substance chimique“ une nouvelle ligne en dessous de „Polychlorodibenzo-p-dioxines et polychlorodibenzofuranes (PCDD/PCDF)“ et en insérant „polychloronaphtalènes, notamment les dichloronaphtalènes, trichloronaphtalènes, tétrachloronaphtalènes, pentachloronaphtalènes, hexachloronaphtalènes, heptachloronaphtalènes, l'octachloronaphtalène“ dans le premier paragraphe des parties II et III de l'Annexe C, après „polychlorodibenzo-p-dioxines et polychlorodibenzofuranes“.

L'hexachlorobutadiène (HCB) est utilisé en tant qu'intermédiaire de fabrication de caoutchouc naturel, synthétique et autres polymères. Il est également utilisé en tant que solvant pour élastomère, fluide hydraulique ou encore fluide caloporteur. Cette substance produit une toxicité systémique après une exposition par voie orale, par inhalation ou par voie cutanée. Les effets peuvent inclure une dégénérescence du foie, une dépression du système nerveux central, une hyperplasie épithéliale tubulaire ou une cyanose.

Le pentachlorophénol (PCP) est un fongicide utilisé pour le traitement du bois et le blanchiment de la pâte à papier (il atténue le noircissement provoqué par les champignons). La pénétration dans l'organisme est à la fois respiratoire et cutanée. Les aérosols sont irritants pour les yeux, le nez et les voies aériennes supérieures. Les solutions ont une action irritante sur la peau, elles peuvent provoquer des brûlures allant jusqu'à des phlyctènes. Des cas d'intoxication grave pouvant aller jusqu'à une issue mortelle ont été observés.

Les naphtalènes polychlorés (PCN) sont des produits fabriqués par réaction chimique entre le chlore le naphtalène, se présentant sous l'aspect d'un solide d'odeur douceâtre et âcre qui est fabriqué à partir

du charbon ou du pétrole, et souvent utilisé pour le traitement anti-mite. Certains chloronaphtalènes ont été utilisés comme revêtements isolants pour câbles électriques. D'autres ont été employés pour le traitement du bois, comme additifs pour le caoutchouc et les plastiques, comme diélectriques pour les condensateurs et comme lubrifiants. Après environ vingt ans de production commerciale, les risques pour la santé ont commencé à être rapportés chez les travailleurs exposés aux chloronaphtalènes: éruptions cutanées sévères et atteintes hépatiques qui ont conduit à des décès parmi les travailleurs.

Selon le préambule de la décision (UE) 2015/627 du Conseil du 20 avril 2015 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, lors de la septième réunion de la conférence des parties à la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, en ce qui concerne les propositions de modification des annexes A, B et C,

- la mise sur le marché ou l'utilisation du PCP sont interdites en vertu du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil, dit „Reach“. La mise sur le marché et l'utilisation du PCP comme produit phytopharmaceutique ou comme produit biocide sont interdites en vertu respectivement des règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 1107/2009 applicable aux produits phytopharmaceutiques et (UE) n° 528/2012 applicable aux produits biocides;
- il n'y a pas de production de PCN dans l'Union, mais ces substances peuvent être produites de manière non intentionnelle, surtout par combustion (principalement lors de l'incinération des déchets). De telles activités relèvent de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil applicable aux émissions industrielles et requièrent l'application de certaines mesures de gestion des émissions; la mise sur le marché et l'utilisation des PCN sont interdites dans l'Union en vertu du règlement (CE) n° 850/2004;
- la production de HCBD a cessé dans l'Union, mais cette substance peut être produite de manière non intentionnelle dans certaines activités industrielles. De telles activités relèvent de la directive 2010/75/UE et requièrent l'application de certaines mesures de gestion des émissions. La mise sur le marché et l'utilisation de HCBD sont interdites dans l'Union en vertu du règlement (CE) n° 850/2004.

En application de l'article 21, paragraphe 5 de la Convention, lequel a trait aux Amendements à la Convention. „Tout amendement ... entre en vigueur pour les Parties l'ayant accepté le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation par les trois quarts au moins des Parties. Par la suite, l'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement.“

Au titre de l'article 22, paragraphe 4 de la Convention, lequel a trait à l'adoption et aux amendements des annexes, „la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'amendements A, B ou C sont soumises à la même procédure que la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'annexes supplémentaires à la Convention.“

*

AMENDEMENTS AUX ANNEXES A ET C DE LA CONVENTION SUR LES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS



POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Reference: C.N.681.2015.TREATIES-XXVII.15 (Depositary Notification)

STOCKHOLM CONVENTION ON PERSISTENT ORGANIC POLLUTANTS
STOCKHOLM, 22 MAY 2001

AMENDMENTS TO ANNEXES A AND C

At its seventh meeting held in Geneva from 4 to 15 May 2015, the Conference of the Parties to the above Convention adopted amendments to Annexes A and C in its decisions SC-7/12, SC-7/13 and SC-7/14, to list the following chemicals in the annexes:

<i>Decision</i>	<i>Amendment</i>
SC-7/12:	Listing of hexachlorobutadiene
SC-7/13:	Listing of pentachlorophenol and its salts and esters
SC-7/14:	Listing of polychlorinated naphthalenes

In accordance with paragraphs 3 (b) and 3 (c) and paragraph 4 of article 22 of the Convention, any Party that is unable to accept an amendment to Annex A, B or C shall so notify the depositary, in writing, within one year from the date of communication by the depositary of the adoption of the amendment. The depositary shall without delay notify all Parties of any such notification received. A Party may at any time withdraw a previous notification of non-acceptance in respect of any amendment to Annex A, B or C, and the amendment shall thereupon enter into force for that Party subject to paragraph 3 (c) of article 22. On the expiry of one year from the date of the communication by the depositary of the adoption of the amendment to Annex A, B or C, the amendment shall enter into force for all Parties that have not submitted a notification in accordance with the provisions of paragraph 3 (b) of article 22.

In accordance with paragraph 4 of article 22, an amendment to Annex A, B or C shall not enter into force with respect to any Party that has made a declaration with respect to any amendment to those Annexes in accordance with paragraph 4 of article 25, in which case any such amendment shall enter into force for such a Party on the ninetieth day after the date of deposit with the depositary of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession with respect to such amendment.

.... The texts of the amendments to Annexes A and C, as contained in the abovementioned decisions of the Conference of the Parties, in the six authentic languages are transmitted herewith.

15 December 2015



Attention: Treaty Services of Ministries of Foreign Affairs and of international organizations concerned. Depositary notifications are issued in electronic format only. Depositary notifications are made available to the Permanent Missions to the United Nations in the United Nations Treaty Collection on the Internet at <https://treaties.un.org>, under "Depositary Notifications (CNs)". In addition, the Permanent Missions, as well as other interested individuals, can subscribe to receive depositary notifications by e-mail through the Treaty Section's "Automated Subscription Services", which is also available at <https://treaties.un.org>.

C.N.681.2015.TREATIES-XXVII.15

Annex/Annexe

SC-7/12：列入六氯丁二烯

缔约方大会，

审议了持久性有机污染物审查委员会转交的关于六氯丁二烯的风险简介和风险管理评价，¹

注意到持久性有机污染物审查委员会关于把六氯丁二烯列入公约附件A和C的建议，²

决定修正《关于持久性有机污染物的斯德哥尔摩公约》附件A第一部分，插入下列横栏，将六氯丁二烯列入其中，且不给予特定豁免：

化学品	活动	特定豁免
六氯丁二烯 (化学文摘社编号：87-68-3)	生产	无
	使用	无

¹UNEP/POPS/POPRC.8/16/Add.2 和 UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.2。

²UNEP/POPS/COP.7/19/11

SC-7/13：列入五氯苯酚及其盐类和酯类

缔约方大会，

审议了持久性有机污染物审查委员会转交的关于五氯苯酚及其盐类和酯类的风险简介和风险管理评价，³

注意到持久性有机污染物审查委员会关于将五氯苯酚及其盐类和酯类列入公约附件A，同时对用于线杆和横担的五氯苯酚的生产和使用给予特定豁免的建议，⁴

1. 决定修正《关于持久性有机污染物的斯德哥尔摩公约》附件A第一部分，增列五氯苯酚及其盐类和酯类，并插入下列横栏，对特定豁免登记簿中所列缔约方被允许的生产以及用于线杆和横担的五氯苯酚的使用给予特定豁免：

化学品	活动	特定豁免
五氯苯酚及其盐类和酯类	生产	依照本附件第八部分的规定，限于登记簿中所列缔约方被允许的豁免
	使用	依照本附件第八部分的规定，五氯苯酚用于线杆和横担

2. 还决定在附件A第一部分新增注(vi)，内容如下：

(vi) 五氯苯酚(化学文摘社编号：87-86-5)、五氯酚钠(化学文摘社编号：131-52-2和27735-64-4(作为一水化物))和月桂酸五氯苯基酯(化学文摘社编号：3772-94-9)，与其转化产物五氯代苯甲醚(化学文摘社编号：1825-21-4)一起被审议时，已被确认为持久性有机污染物；

3. 进一步决定在附件A中新增第八部分如下：

第八部分

五氯苯酚及其盐类和酯类

每个根据第4条对五氯苯酚用于线杆和横担的生产和使用进行了特定豁免登记的缔约方，应当采取必要措施，确保含有五氯苯酚的线杆和横担在其整个生命周期内，能够通过使用标

³ UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.3；UNEP/POPS/POPRC.10/10/Add.1

⁴ UNEP/POPS/COP.7/20

签或其他方式而易于识别。用五氟苯酚处理过的物品不应再用于除其豁免用途以外的其他目的。

SC-7/14 : 列入多氯萘

缔约方大会，

审议了持久性有机污染物审查委员会转交的关于多氯萘的风险简介和风险管理评价，⁵

注意到持久性有机污染物审查委员会关于把二氯萘、三氯萘、四氯萘、五氯萘、六氯萘、七氯萘和八氯萘列入公约附件A和C的建议，⁶

1. 决定修正《关于持久性有机污染物的斯德哥尔摩公约》附件A第一部分，插入下列横栏，将多氯萘，包括二氯萘、三氯萘、四氯萘、五氯萘、六氯萘、七氯萘、八氯萘列入其中，并对生产此类化学品作为生产多氯萘包括八氯萘的中间体，以及使用此类化学品生产多氯萘包括八氯萘给予特定豁免：

化学品	活动	特定豁免
多氯萘，包括二氯萘、三氯萘、四氯萘、五氯萘、六氯萘、七氯萘、八氯萘	生产	生产多氯萘包括八氯萘的中间体
	使用	生产多氯萘包括八氯萘

2. 还决定修正公约附件C第一部分，在“化学品”表格中的“多氯二苯并对二恶英和多氯二苯并呋喃 (PCDD/PDCF)”之下新增一行“多氯萘，包括二氯萘、三氯萘、四氯萘、五氯萘、六氯萘、七氯萘、八氯萘”，并在附件C第二部分和第三部分第一段的“多氯二苯并对二恶英和多氯二苯并呋喃 (PCDD/PCDF)”之后插入“多氯萘，包括二氯萘、三氯萘、四氯萘、五氯萘、六氯萘、七氯萘、八氯萘”，从而将多氯萘，包括二氯萘、三氯萘、四氯萘、五氯萘、六氯萘、七氯萘和八氯萘列入其中。

⁵UNEP/POPS/POPRC.8/16/Add.1 和 UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.1。

⁶UNEP/POPS/COP.7/18。

SC-7/12: Listing of hexachlorobutadiene

The Conference of the Parties,

Having considered the risk profile and the risk management evaluation for hexachlorobutadiene as transmitted by the Persistent Organic Pollutants Review Committee,¹

Taking note of the recommendation by the Persistent Organic Pollutants Review Committee to list hexachlorobutadiene in Annexes A and C to the Convention,²

Decides to amend part I of Annex A to the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants to list hexachlorobutadiene therein without specific exemptions by inserting the following row:

Chemical	Activity	Specific exemption
Hexachlorobutadiene (CAS No: 87-68-3)	Production	None
	Use	None

SC-7/13: Listing of pentachlorophenol and its salts and esters

The Conference of the Parties,

Having considered the risk profile and the risk management evaluation for pentachlorophenol and its salts and esters as transmitted by the Persistent Organic Pollutants Review Committee,³

Taking note of the recommendation by the Persistent Organic Pollutants Review Committee to list pentachlorophenol and its salts and esters in Annex A to the Convention with specific exemptions for the production and use of pentachlorophenol for utility poles and cross-arms,⁴

1. *Decides* to amend part I of Annex A to the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants to list pentachlorophenol and its salts and esters therein with specific exemptions for production as allowed for the parties listed in the register of specific exemptions and for the use of pentachlorophenol for utility poles and cross-arms by inserting the following row:

Chemical	Activity	Specific exemption
Pentachlorophenol and its salts and esters	Production	As allowed for the parties listed in the Register in accordance with the provisions of part VIII of this Annex
	Use	Pentachlorophenol for utility poles and cross-arms in accordance with the provisions of part VIII of this Annex

2. *Also decides* to insert a new note (vi) in part I of Annex A, as follows:

(vi) Pentachlorophenol (CAS No: 87-86-5), sodium pentachlorophenate (CAS No: 131-52-2 and 27735-64-4 (as monohydrate)) and pentachlorophenyl laurate (CAS No: 3772-94-9), when considered together with their transformation product pentachloroanisole (CAS No: 1825-21-4), were identified as persistent organic pollutants;

3. *Further decides* to insert a new part VIII in Annex A as follows:

¹ UNEP/POPS/POPRC.8/16/Add.2 and UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.2.

² UNEP/POPS/COP.7/19.

³ UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.3 and UNEP/POPS/POPRC.10/10/Add.1.

⁴ UNEP/POPS/COP.7/20.

Part VIII

Pentachlorophenol and its salts and esters

Each Party that has registered for the exemption, pursuant to Article 4, for the production and use of pentachlorophenol for utility poles and cross-arms shall take the necessary measures to ensure that utility poles and cross-arms containing pentachlorophenol can be easily identified by labelling or other means throughout their life cycles. Articles treated with pentachlorophenol should not be reused for purposes other than those exempted.

SC-7/14: Listing of polychlorinated naphthalenes

The Conference of the Parties,

Having considered the risk profile and the risk management evaluation for chlorinated naphthalenes as transmitted by the Persistent Organic Pollutants Review Committee,⁵

Taking note of the recommendation by the Persistent Organic Pollutants Review Committee to list dichlorinated naphthalenes, trichlorinated naphthalenes, tetrachlorinated naphthalenes, pentachlorinated naphthalenes, hexachlorinated naphthalenes, heptachlorinated naphthalenes and octachlorinated naphthalene in Annexes A and C to the Convention,⁶

1. *Decides* to amend part I of Annex A to the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants to list therein polychlorinated naphthalenes, including dichlorinated naphthalenes, trichlorinated naphthalenes, tetrachlorinated naphthalenes, pentachlorinated naphthalenes, hexachlorinated naphthalenes, heptachlorinated naphthalenes, octachlorinated naphthalene, with specific exemptions for production of those chemicals as intermediates in production of polyfluorinated naphthalenes, including octafluoronaphthalene, and the use of those chemicals for the production of polyfluorinated naphthalenes, including octafluoronaphthalene, by inserting the following row:

Chemical	Activity	Specific exemption
Polychlorinated naphthalenes, including dichlorinated naphthalenes, trichlorinated naphthalenes, tetrachlorinated naphthalenes, pentachlorinated naphthalenes, hexachlorinated naphthalenes, heptachlorinated naphthalenes, octachlorinated naphthalene	Production	Intermediates in production of polyfluorinated naphthalenes, including octafluoronaphthalene
	Use	Production of polyfluorinated naphthalenes, including octafluoronaphthalene

2. *Also decides* to amend part I of Annex C to the Convention to list therein polychlorinated naphthalenes, including dichlorinated naphthalenes, trichlorinated naphthalenes, tetrachlorinated naphthalenes, pentachlorinated naphthalenes, hexachlorinated naphthalenes, heptachlorinated naphthalenes, octachlorinated naphthalene, by inserting "Polychlorinated naphthalenes, including dichlorinated naphthalenes, trichlorinated naphthalenes, tetrachlorinated naphthalenes, pentachlorinated naphthalenes, hexachlorinated naphthalenes, heptachlorinated naphthalenes, octachlorinated naphthalene" in the "Chemical" table in a new line below "polychlorinated dibenzo-p-dioxins and dibenzofurans (PCDD/PCDF)" and by inserting "polychlorinated naphthalenes, including dichlorinated naphthalenes, trichlorinated naphthalenes, tetrachlorinated naphthalenes, pentachlorinated naphthalenes, hexachlorinated naphthalenes, heptachlorinated naphthalenes, octachlorinated naphthalene," after "polychlorinated dibenzo-p-dioxins and dibenzofurans" in the first paragraph of parts II and III of Annex C.

⁵ UNEP/POPS/POPRC.8/16/Add.1 and UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.1.

⁶ UNEP/POPS/COP.7/18.

SC-7/12 : Inscription de l'hexachlorobutadiène

La Conférence des Parties,

Ayant examiné le descriptif des risques et l'évaluation de la gestion des risques concernant l'hexachlorobutadiène présentés par le Comité d'étude des polluants organiques persistants¹,

Prenant note de la recommandation du Comité d'étude des polluants organiques persistants visant à inscrire l'hexachlorobutadiène aux Annexes A et C de la Convention²,

Décide de modifier la première partie de l'Annexe A à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants afin d'y inscrire l'hexachlorobutadiène sans dérogation spécifique, en y insérant la rubrique suivante :

Substance chimique	Activité	Dérogation spécifique
Hexachlorobutadiène (n° CAS : 87-68-3)	Production	Néant
	Utilisation	Néant

¹ UNEP/POPS/POPRC.8/16/Add.2 et UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.2.

² UNEP/POPS/COP.7/19.

SC-7/13 : Inscription du pentachlorophénol et ses sels et esters

La Conférence des Parties,

Ayant examiné le descriptif des risques et l'évaluation de la gestion des risques concernant le pentachlorophénol et ses sels et esters présentés par le Comité d'étude des polluants organiques persistants³,

Prenant note de la recommandation du Comité d'étude des polluants organiques persistants visant à inscrire le pentachlorophénol et ses sels et esters à l'Annexe A de la Convention avec des dérogations spécifiques pour la production et l'utilisation du pentachlorophénol pour traiter les poteaux électriques et leurs traverses⁴,

1. *Décide* de modifier la première partie de l'Annexe A à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants afin d'y inscrire le pentachlorophénol et ses sels et esters avec des dérogations spécifiques concernant la production autorisée pour les Parties inscrites au Registre des dérogations spécifiques et pour l'utilisation du pentachlorophénol pour traiter les poteaux électriques et leurs traverses, en y insérant la rubrique suivante :

Substance chimique	Activité	Dérogation spécifique
Pentachlorophénol et ses sels et esters	Production	Telle qu'autorisée pour les Parties inscrites au Registre, conformément aux dispositions de la partie VIII de la présente Annexe
	Utilisation	Pentachlorophénol pour traiter les poteaux électriques et leurs traverses, conformément aux dispositions de la partie VIII de la présente Annexe

2. *Décide également* d'insérer une nouvelle note (vi) dans la première partie de l'Annexe A, libellée comme suit :

(vi) Le pentachlorophénol (n° CAS : 87-86-5), le pentachlorophénate de sodium (n° CAS : 131-52-2 et 27735-64-4 (comme monohydrate)) et le laurate de pentachlorophényle (N° CAS : 3772-94-9), considérés avec leur produit de transformation, le pentachloroanisole (N° CAS : 1825-21-4), ont été identifiés comme étant des polluants organiques persistants;

3. *Décide en outre* d'ajouter à l'Annexe A une nouvelle partie VIII se présentant comme suit :

Partie VIII

Pentachlorophénol et ses sels et esters

Chaque Partie ayant fait enregistrer une dérogation conformément à l'article 4 pour la production et l'utilisation du pentachlorophénol pour traiter les poteaux électriques et leurs traverses prend les mesures nécessaires pour faire en sorte que les poteaux électriques et leurs traverses traités au pentachlorophénol puissent être facilement identifiés, par leur étiquetage ou d'autres moyens, tout au long de leur cycle de vie. Les articles traités au pentachlorophénol ne devraient pas être réutilisés à des fins autres que celles faisant l'objet de dérogations.

³ UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.3 et UNEP/POPS/POPRC.10/14/Add.1.

⁴ UNEP/POPS/COP.7/20.

SC-7/14 : Inscription des polychloronaphtalènes

La Conférence des Parties,

Ayant examiné le descriptif des risques et l'évaluation de la gestion des risques concernant les chloronaphtalènes présentés par le Comité d'étude des polluants organiques persistants⁵,

Prenant note de la recommandation du Comité d'étude des polluants organiques persistants visant à inscrire les dichloronaphtalènes, les trichloronaphtalènes, les tétrachloronaphtalènes, les pentachloronaphtalènes, les hexachloronaphtalènes, les heptachloronaphtalènes et l'octachloronaphtalène aux Annexes A et C de la Convention⁶,

1. *Décide* de modifier la première partie de l'Annexe A à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants afin d'y inscrire les polychloronaphtalènes, notamment les dichloronaphtalènes, trichloronaphtalènes, tétrachloronaphtalènes, pentachloronaphtalènes, hexachloronaphtalènes et heptachloronaphtalènes et l'octachloronaphtalène avec des dérogations spécifiques concernant la production de ces substances chimiques comme intermédiaires dans la production des polyfluoronaphtalènes, notamment l'octafluoronaphtalène, et l'utilisation de ces substances chimiques pour la production des polyfluoronaphtalènes, notamment l'octafluoronaphtalène, en y insérant la rubrique suivante :

Substance chimique	Activité	Dérogation spécifique
Polychloronaphtalènes, notamment les dichloronaphtalènes, trichloronaphtalènes, tétrachloronaphtalènes, pentachloronaphtalènes, hexachloronaphtalènes et heptachloronaphtalènes et l'octachloronaphtalène	Production	Intermédiaire dans la production des polyfluoronaphtalènes, notamment l'octafluoronaphtalène
	Utilisation	Production des polyfluoronaphtalènes, notamment l'octafluoronaphtalène

2. *Décide également* de modifier la partie I de l'Annexe C à la Convention afin d'y inscrire les polychloronaphtalènes, notamment les dichloronaphtalènes, trichloronaphtalènes, tétrachloronaphtalènes, pentachloronaphtalènes, hexachloronaphtalènes et heptachloronaphtalènes et l'octachloronaphtalène, en insérant la rubrique « Polychloronaphtalènes, notamment les dichloronaphtalènes, trichloronaphtalènes, tétrachloronaphtalènes, pentachloronaphtalènes, hexachloronaphtalènes et heptachloronaphtalènes et l'octachloronaphtalène », dans le tableau intitulé « Substance chimique » une nouvelle ligne en dessous de « Polychlorodibenzo-*p*-dioxines et polychlorodibenzofuranes (PCDD/PCDF) » et en insérant « des polychloronaphtalènes, notamment les dichloronaphtalènes, trichloronaphtalènes, tétrachloronaphtalènes, pentachloronaphtalènes, hexachloronaphtalènes et heptachloronaphtalènes et l'octachloronaphtalène » dans le premier paragraphe des parties II et III de l'Annexe C, après « polychlorodibenzo-*p*-dioxines et polychlorodibenzofuranes ».

⁵ UNEP/POPS/POPRC.8/16/Add.1 et UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.1.

⁶ UNEP/POPS/COP.7/18.

СК-7/12: Включение гексахлорбутадиена

Конференция Сторон,

рассмотрев характеристику рисков и оценку регулирования рисков для гексахлорбутадиена, направленные Комитетом по рассмотрению стойких органических загрязнителей¹,

принимая во внимание рекомендацию Комитета по рассмотрению стойких органических загрязнителей о включении гексахлорбутадиена в приложения А и С к Конвенции²,

постановляет внести изменение в часть I приложения А к Стокгольмской конвенции о стойких органических загрязнителях, с тем чтобы включить в него гексахлорбутадиен без конкретных исключений путем добавления следующей графы:

Химическое вещество	Деятельность	Конкретное исключение
Гексахлорбутадиен (КАС № 87-68-3)	Производство	Отсутствует
	Использование	Отсутствует

¹ UNEP/POPS/POPRC.8/16/Add.2 и UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.2.

² UNEP/POPS/COP.7/19.

СК-7/13: Включение пентахлорфенола и его солей и эфиров

Конференция Сторон,

рассмотрев характеристику рисков и оценку регулирования рисков для пентахлорфенола и его солей и эфиров, направленные Комитетом по рассмотрению стойких органических загрязнителей³,

принимая к сведению рекомендацию Комитета по рассмотрению стойких органических загрязнителей о включении пентахлорфенола и его солей и эфиров в приложение А к Конвенции с конкретными исключениями в отношении производства и применения пентахлорфенола для опор и траверс воздушных линий⁴,

1. *постановляет* внести изменения в часть I приложения А к Стокгольмской конвенции о стойких органических загрязнителях с тем, чтобы включить в него пентахлорфенол, его соли и эфиры с конкретными исключениями для производства, как это разрешено для Сторон, указанных в реестре конкретных исключений, и для применения пентахлорфенола для опор и траверс воздушных линий, путем добавления следующей графы:

Химическое вещество	Деятельность	Конкретное исключение
Пентахлорфенол и его соли и эфиры	Производство	По разрешению Сторонам, перечисленным в Реестре, в соответствии с положениями части VIII настоящего приложения
	Использование	Пентахлорфенол для опор и траверс воздушных линий в соответствии с положениями части VIII настоящего приложения

2. *постановляет также* включить новое примечание vi) в часть I приложения А следующего содержания:

vi) пентахлорфенол (КАС № 87-86-5), пентахлорфенат натрия (КАС № 131-52-2 и 27735-64-4 (в виде моногидрата)) и лаурат пентахлорфенила (КАС № 3772-94-9), при рассмотрении вместе с их продуктом преобразования пентахлоранисолом (КАС № 1825-21-4), были определены как стойкие органические загрязнители;

3. *постановляет далее* включить в приложение А новую часть VIII следующего содержания:

Часть VIII

Пентахлорфенол и его соли и эфиры

Каждая Сторона, которая в соответствии со статьей 4 зарегистрировала исключение в отношении производства и применения пентахлорфенола для опор и траверс воздушных линий, принимает необходимые меры для обеспечения того, чтобы содержащие пентахлорфенол опоры и траверсы воздушных линий можно было бы легко идентифицировать путем маркировки или иными способами на протяжении всего их цикла существования. Изделия, обработанные пентахлорфенолом, не должны быть повторно использованы для целей, отличных от тех, на которые распространяется исключение.

³ UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.3 и UNEP/POPS/POPRC.10/10/Add.1.

⁴ UNEP/POPS/COP.7/20.

СК-7/14: Включение полихлорированных нафталинов

Конференция Сторон,

рассмотрев характеристику рисков и оценку регулирования рисков для хлорированных нафталинов, представленные Комитетом по рассмотрению стойких органических загрязнителей⁵,

принимая к сведению рекомендацию Комитета по рассмотрению стойких органических загрязнителей о включении дихлорированных нафталинов, трихлорированных нафталинов, тетрахлорированных нафталинов, пентахлорированных нафталинов, гексахлорированных нафталинов, гептахлорированных нафталинов и октахлорированного нафталина в приложения А и С к Конвенции⁶,

1. *постановляет* внести изменения в часть I приложения А к Стокгольмской конвенции о стойких органических загрязнителях для включения в него полихлорированных нафталинов, в том числе дихлорированных нафталинов, трихлорированных нафталинов, тетрахлорированных нафталинов, пентахлорированных нафталинов, гексахлорированных нафталинов, гептахлорированных нафталинов, октахлорированного нафталина с конкретными исключениями для производства этих химических веществ в качестве промежуточных при производстве полифторированных нафталинов, включая октафторнафталин, и для применения этих химических веществ при производстве полифторированных нафталинов, включая октафторнафталин, путем добавления следующей графы:

Химическое вещество	Деятельность	Конкретное исключение
Полихлорированные нафталины, в том числе дихлорированные нафталины, трихлорированные нафталины, тетрахлорированные нафталины, пентахлорированные нафталины, гексахлорированные нафталины, гептахлорированные нафталины, октахлорированный нафталин	Производство	Промежуточные вещества при производстве полифторированных нафталинов, в том числе октафторнафталин
	Использование	Производство полифторированных нафталинов, в том числе октафторнафталин

2. *постановляет также* внести изменения в часть I приложения С к Конвенции для включения в него полихлорированных нафталинов, в том числе дихлорированных нафталинов, трихлорированных нафталинов, тетрахлорированных нафталинов, пентахлорированных нафталинов, гексахлорированных нафталинов, гептахлорированных нафталинов, октахлорированного нафталина путем добавления текста «Полихлорированные нафталины, в том числе дихлорированные нафталины, трихлорированные нафталины, тетрахлорированные нафталины, пентахлорированные нафталины, гексахлорированные нафталины, гептахлорированные нафталины и октахлорированный нафталин» в таблицу «Химическое вещество» новой строкой после «полихлорированные дибензо-п-диоксины и дибензофураны (ПХДД/ПХДФ)», и добавления «полихлорированные нафталины, в том числе дихлорированные нафталины, трихлорированные нафталины, тетрахлорированные нафталины, пентахлорированные нафталины, гексахлорированные нафталины, гептахлорированные нафталины и октахлорированный нафталин» после «полихлорированные дибензо-п-диоксины и дибензофураны» в первые абзацы частей II и III приложения С.

⁵ UNEP/POPS/POPRC.8/16/Add.1 и UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.1.

⁶ UNEP/POPS/COP.7/18.

SC-7/12: Inclusión del hexaclorobutadieno

La Conferencia de las Partes,

Habiendo examinado el perfil de riesgo y la evaluación de la gestión de los riesgos del hexaclorobutadieno presentados por el Comité de Examen de los Contaminantes Orgánicos Persistentes¹,

Tomando nota de la recomendación formulada por el Comité de Examen de los Contaminantes Orgánicos Persistentes sobre la inclusión del hexaclorobutadieno en los anexos A y C del Convenio²,

Decide modificar la parte I del anexo A del Convenio de Estocolmo sobre Contaminantes Orgánicos Persistentes para incluir el hexaclorobutadieno sin exenciones específicas, mediante la adición del renglón siguiente:

Producto químico	Actividad	Exención específica
Hexaclorobutadieno (Núm. de CAS: 87-68-3)	Producción	Ninguna
	Uso	Ninguna

¹ UNEP/POPS/POPRC.8/16/Add.2 y UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.2.

² UNEP/POPS/COP.7/19.

SC-7/13: Inclusión del pentaclorofenol y sus sales y ésteres

La Conferencia de las Partes,

Habiendo examinado el perfil de riesgo y la evaluación de la gestión de los riesgos en relación con el pentaclorofenol y sus sales y ésteres transmitidos por el Comité de Examen de los Contaminantes Orgánicos Persistentes³,

Tomando nota de la recomendación formulada por el Comité de Examen de los Contaminantes Orgánicos Persistentes de incluir el pentaclorofenol y sus sales y ésteres en el anexo A del Convenio con exenciones específicas para la producción y uso del pentaclorofenol en los postes y crucetas de servicios públicos⁴,

1. *Decide* modificar la parte I del anexo A del Convenio de Estocolmo sobre Contaminantes Orgánicos Persistentes para incluir el pentaclorofenol y sus sales y ésteres, con exenciones específicas para la producción, conforme se permite a las Partes inscritas en el registro de exenciones específicas, y para el uso del pentaclorofenol en los postes y crucetas de servicios públicos, mediante la adición del renglón siguiente:

Producto químico	Actividad	Exención específica
Pentaclorofenol y sus sales y ésteres	Producción	La permitida para las partes incluidas en el Registro con arreglo a las disposiciones de la parte VIII del presente anexo.
	Uso	Pentaclorofenol en los postes y crucetas de servicios públicos con arreglo a las disposiciones de la parte VIII del presente anexo

2. *Decide también* insertar una nueva nota (vi) en la parte I del anexo A con el siguiente texto:

- (vi) El pentaclorofenol (núm. de CAS: 87-86-5), el pentaclorofenato sódico (núm. de CAS: 131-52-2 y 27735-64-4 (como monohidrato)) y el laurato de pentaclorofenilo (núm. de CAS: 3772-94-9), considerados conjuntamente con su producto de transformación, el pentacloroanisol (núm. de CAS: 1825-21-4), se clasificaron como contaminantes orgánicos persistentes;

3. *Decide asimismo* insertar una nueva parte VIII en el anexo A con el siguiente texto:

Parte VIII

Pentaclorofenol y sus sales y ésteres

Todas las Partes que se hayan inscrito, de conformidad con el artículo 4, para la exención respecto de la producción y el uso del pentaclorofenol en los postes y crucetas de servicios públicos adoptará las medidas necesarias para garantizar que los postes y crucetas que contengan pentaclorofenol puedan identificarse fácilmente, etiquetándolo o por otros medios, durante sus ciclos de vida. Los artículos tratados con pentaclorofenol no deben reutilizarse para fines distintos de los que sean objeto de exención.

³ UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.3 y UNEP/POPS/POPRC.10/10/Add.1.

⁴ UNEP/POPS/COP.7/20.

SC-7/14: Inclusión de los naftalenos policlorados

La Conferencia de las Partes,

Habiendo examinado el perfil de riesgos y la evaluación de la gestión de los riesgos de los naftalenos clorados recibidos por el Comité de Examen de los Contaminantes Orgánicos⁵;

Tomando nota de la recomendación del Comité de Examen de los Contaminantes Orgánicos Persistentes de incluir los dicloronaftalenos, tricloronaftalenos, tetracloronaftalenos, pentacloronaftalenos, hexacloronaftalenos, heptacloronaftalenos y el octacloronaftaleno en los anexos A y C del Convenio⁶;

1. *Decide* modificar la parte I del anexo A del Convenio de Estocolmo sobre Contaminantes Orgánicos Persistentes para incluir los naftalenos policlorados, entre otros los dicloronaftalenos, tricloronaftalenos, tetracloronaftalenos, pentacloronaftalenos, hexacloronaftalenos, heptacloronaftalenos, el octacloronaftaleno, con exenciones específicas para la producción de esas sustancias químicas como productos intermedios en la producción de naftalenos polifluorados, que incluyen al octafluoronaftaleno, y el uso de esas sustancias químicas para la producción de naftalenos polifluorados, entre ellos el octafluoronaftaleno, mediante la adición del renglón siguiente:

Producto químico	Actividad	Exención específica
Naftalenos policlorados, entre otros, los dicloronaftalenos, tricloronaftalenos, tetracloronaftalenos, pentacloronaftalenos, hexacloronaftalenos, heptacloronaftalenos, octacloronaftaleno.	Producción	Productos intermedios en la producción de naftalenos polifluorados, entre ellos el octafluoronaftaleno
	Uso	Producción de naftalenos polifluorados, entre ellos el octafluoronaftaleno

2. *Decide también* modificar la parte I del anexo C del Convenio para incluir los naftalenos policlorados, entre ellos, los dicloronaftalenos, tricloronaftalenos, tetracloronaftalenos, pentacloronaftalenos, hexacloronaftalenos, heptacloronaftalenos, octacloronaftaleno añadiendo "Naftalenos policlorados, entre otros, los dicloronaftalenos, tricloronaftalenos, tetracloronaftalenos, pentacloronaftalenos, hexacloronaftalenos, heptacloronaftalenos, octacloronaftaleno" en el cuadro titulado "Producto químico" en un nuevo renglón, debajo de "dibenzoparadióxinas y dibenzofuranos policlorados (PCDD/PCDF)" y añadiendo "naftalenos policlorados, entre ellos, los dicloronaftalenos, tricloronaftalenos, tetracloronaftalenos, pentacloronaftalenos, hexacloronaftalenos, heptacloronaftalenos, octacloronaftaleno" en el primer párrafo de las partes II y III del anexo C después de "dibenzoparadióxinas y dibenzofuranos policlorados".

⁵ UNEP/POPS/POPRC.8/16/Add.1 y UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.1.

⁶ UNEP/POPS/COP.7/18.

المقرر اس - 12/7: إدراج البيوتادايين السداسي الكلور

إن مؤتمر الأطراف،

وقد نظر في موجز مخاطر وتقييم إدارة مخاطر البيوتادايين السداسي الكلور على النحو الذي أحالته بهما لجنة استعراض الملوثات العضوية الثابتة،⁽¹⁾

وإذ يحيط علماء بتوصية لجنة استعراض الملوثات العضوية الثابتة بإدراج البيوتادايين السداسي الكلور في المرفقين ألف وجيم من الاتفاقية،⁽²⁾

يقرر تعديل الجزء الأول من المرفق ألف من اتفاقية استكهولم بشأن الملوثات العضوية الثابتة ليُدْرَج فيه البيوتادايين السداسي الكلور بدون إعفاءات محدّدة، وذلك بإدخال الصف التالي:

الإعفاء المحدد	النشاط	المادة الكيميائية
لا يوجد	إنتاج	البيوتادايين السداسي الكلور
لا يوجد	استخدام	(الرقم في سجل المستخلصات الكيميائية: 87-68- (3)

(1) UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.2 و UNEP/POPS/POPRC.8/16/Add.2

(2) UNEP/POPS/COP.7/19

المقرر ا س - 13/7: إدراج الفينول الخماسي الكلور وأملاحه وإستراته

إبن مؤتمر الأطراف،

وقد نظر في موجز بيانات المخاطر وتقييم إدارة المخاطر فيما يخص مادة الفينول الخماسي الكلور وأملاحه وإستراته على النحو الذي أحالته لجنة استعراض الملوثات العضوية الثابتة،⁽³⁾

وإذ يحيط علماً بتوصية لجنة استعراض الملوثات العضوية الثابتة بإدراج الفينول الخماسي الكلور وأملاحه وإستراته في المرفق ألف من الاتفاقية مصحوباً بإعفاءات محدّدة لإنتاج واستخدام الفينول الخماسي الكلور في أعمدة الخدمات والأذرع المستعرضة،⁽⁴⁾

1 - يقرّر تعديل الجزء الأول من المرفق ألف من اتفاقية استكهولم بشأن الملوثات العضوية الثابتة ليُدْرَج فيه الفينول الخماسي الكلور وأملاحه وإستراته مصحوباً بإعفاءات محدّدة للإنتاج وفق ما هو مسموح به للأطراف المُدرّجة في سجل الإعفاءات المحدّدة، ولإستخدام الفينول الخماسي الكلور في أعمدة الخدمات والأذرع المستعرضة، وذلك بإدخال الصف التالي:

المادة الكيميائية	النشاط	الإعفاء المحدد
الفينول الخماسي الكلور وأملاحه وإستراته	إنتاج	وفق ما هو مسموح به للأطراف المُدرّجة في السجل عملاً بأحكام الجزء الثامن من هذا المرفق
	استخدام	استخدام الفينول الخماسي الكلور في أعمدة الخدمات والأذرع المستعرضة عملاً بأحكام الجزء الثامن من هذا المرفق

2 - يقرر أيضاً إدراج ملاحظة جديدة '6' في الجزء الأول من المرفق ألف، على النحو التالي:

'6' تم تحديد المرغبات التالية على أنها ملوثات عضوية ثابتة: الفينول الخماسي الكلور (الرقم في سجل المستخلصات الكيميائية: 5-86-87)، فينات الصوديوم الخماسية الكلور (الرقم في سجل المستخلصات الكيميائية: 2-52-131 و 4-64-27735 (بوصفها مونوهيدرات)) ولورات الفينيل الخماسي الكلور (الرقم في سجل المستخلصات الكيميائية: 9-94-3772)، عند النظر إليها مع ناتجها الثحولي، الأنيسول الخماسي الكلور (الرقم في سجل المستخلصات الكيميائية: 4-21-1825)؛

3 - يقرر كذلك إدراج جزء جديد ثامن في المرفق ألف على النحو التالي:

الجزء الثامن

الفينول الخماسي الكلور وأملاحه وإستراته

(3) UNEP/POPS/POPRC.10/10/Add.1 و UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.3

(4) UNEP/POPS/COP.7/20

على كل طرف قام بالتسجيل للحصول على إعفاء عملاً بالمادة 4 من أجل إنتاج واستخدام الفينول الخماسي الكلور في أعمدة الخدمات والأذرع المستعرضة أن يتخذ التدابير الضرورية التي تضمن سهولة تحديد أعمدة الخدمات والأذرع المستعرضة المحتوية على الفينول الخماسي الكلور عن طريق الوسم أو بغير ذلك من الوسائل طوال دورات حياتها. ويجب عدم إعادة استخدام المواد المعالجة بالفينول الخماسي الكلور لأغراض أخرى بخلاف الأغراض المستثناة.

المقرر اس - 14/7: إدراج النفثالينات الكلور

إن مؤتمر الأطراف،

وقد نُظر في موجز مخاطر وتقييم إدارة مخاطر النفثالينات الكلور بالشكل الذي أحالته به لجنة استعراض الملوثات العضوية الثابتة⁽⁵⁾،

وإن يحيط علماً بتوصية لجنة استعراض الملوثات العضوية الثابتة بإدراج النفثالينات الثنائية الكلور، والنفثالينات الثلاثية الكلور، والنفثالينات الرباعية الكلور، والنفثالينات الخماسية الكلور، والنفثالينات السداسية الكلور، والنفثالينات السباعية الكلور، والنفثالين الثماني الكلور في المرفقين ألف وجيم بالاتفاقية⁽⁶⁾،

1 - يقرّر تعديل الجزء الأول من المرفق ألف باتفاقية استكهولم بشأن الملوثات العضوية الثابتة لتدرج فيه النفثالينات المتعددة الكلور، بما فيها النفثالينات الثنائية الكلور، والنفثالينات الثلاثية الكلور، والنفثالينات الرباعية الكلور، والنفثالينات الخماسية الكلور، والنفثالينات السداسية الكلور، والنفثالينات السباعية الكلور، والنفثالين الثماني الكلور، مع إعفاءات محددة لإنتاج تلك المواد الكيميائية كمواد وسيطة في إنتاج النفثالينات المتعددة الكلور، بما في ذلك النفثالين الثماني الكلور، واستخدام تلك المواد الكيميائية لإنتاج النفثالينات المتعددة الكلور بما في ذلك النفثالين الثماني الكلور، وذلك بإضافة الصف التالي:

المادة الكيميائية	النشاط	الإعفاء المحدد
النفثالينات المتعددة الكلور ومنها النفثالينات الثنائية الكلور، والنفثالينات الثلاثية الكلور، والنفثالينات الرباعية الكلور، والنفثالينات الخماسية الكلور، والنفثالينات السداسية الكلور، والنفثالينات السباعية الكلور، والنفثالين الثماني الكلور	الإنتاج	مواد وسيطة في إنتاج النفثالينات المتعددة الكلور، بما فيها النفثالين الثماني الكلور
النفثالينات المتعددة الكلور، والنفثالينات السداسية الكلور، والنفثالينات السباعية الكلور، والنفثالين الثماني الكلور	الاستخدام	إنتاج النفثالينات المتعددة الكلور، بما فيها النفثالين الثماني الكلور

2 - يقرّر أيضاً تعديل الجزء الأول من المرفق جيم بالاتفاقية لتدرج فيه النفثالينات المتعددة الكلور، بما فيها النفثالينات الثنائية الكلور، والنفثالينات الثلاثية الكلور، والنفثالينات الرباعية الكلور، والنفثالينات الخماسية الكلور، والنفثالينات السداسية الكلور، والنفثالينات السباعية الكلور، والنفثالين الثماني الكلور، وذلك بإدخال "النفثالينات المتعددة الكلور، بما فيها النفثالينات الثنائية الكلور، والنفثالينات الثلاثية الكلور، والنفثالينات الرباعية الكلور، والنفثالينات الخماسية الكلور، والنفثالينات السداسية الكلور، والنفثالينات السباعية الكلور، والنفثالين الثماني الكلور" في جدول "المادة الكيميائية" في سطر جديد تحت "مركبات ثنائي بنزوباراايدوكسين متعدد الكلور وثنائي بنزوفوران متعدد الكلور" وإدراج "النفثالينات المتعددة الكلور، بما في ذلك النفثالينات الثنائية الكلور والنفثالينات الثلاثية

(5) UNEP/POPS/POPRC.9/13/Add.1 و UNEP/POPS/POPRC.8/16/Add.1

(6) UNEP/POPS/COP.7/18

الكلور، والنفتالينات الرباعية الكلور، والنفتالينات الخماسية الكلور، والنفتالينات السادسة الكلور، والنفتالينات السباعية الكلور، والنفتالين الثماني الكلور“ بعد ”مركبات ثنائي بنزوبارادايوكسين متعدد الكلور وثنائي بنزوفيران متعدد الكلور“ في الفقرة الأولى في الجزأين الثاني والثالث من المرفق جيم.

FICHE D'EVALUATION D'IMPACT

Coordonnées du projet

Intitulé du projet:	Projet de loi portant approbation d'amendements aux Annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants, signée le 22 mai 2001, adoptés par les Parties par Décisions SC-7/12, SC-7/13, SC-7/14 à l'occasion de la septième réunion des Parties, tenue à Genève du 4 au 15 mai 2015
Ministère initiateur:	Ministère du Développement durable et des infrastructures, Département de l'Environnement
Auteur(s):	Claude Franck
Tél:	247-86814
Courriel:	claud.franck@mev.etat.lu
Objectif(s) du projet:	Le présent projet de loi se propose d'approuver des Amendements aux annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants
Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s):	
Ministère des Affaires étrangères, MDDI, ENV	
Date:	26.1.2016

Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s): Oui Non
 Si oui, laquelle/lesquelles:
 Remarques/Observations:
 Consultation des chambres professionnelles après adoption par le Conseil de Gouvernement

2. Destinataires du projet:

– Entreprises/Professions libérales:	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
– Citoyens:	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
– Administrations:	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>

3. Le principe „Think small first“ est-il respecté? Oui Non N.a.¹
 (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité?)
 Remarques/Observations:

4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire? Oui Non
 Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière? Oui Non
 Remarques/Observations:

5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures? Oui Non
 Remarques/Observations:

¹ N.a.: non applicable.

6. Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s)? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet?) Oui Non
- Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire? Oui Non N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴? Oui Non N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
8. Le projet prévoit-il:
- une autorisation tacite en cas de non-réponse de l'administration? Oui Non N.a.
 - des délais de réponse à respecter par l'administration? Oui Non N.a.
 - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois? Oui Non N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte)? Oui Non N.a.
- Si oui, laquelle:
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe „la directive, rien que la directive“ est-il respecté? Oui Non N.a.
- Si non, pourquoi?
11. Le projet contribue-t-il en général à une:
- a. simplification administrative, et/ou à une Oui Non
 - b. amélioration de la qualité réglementaire? Oui Non
- Remarques/Observations:
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites? Oui Non N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)? Oui Non
- Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système?
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée? Oui Non N.a.
- Si oui, lequel?
- Remarques/Observations:

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

⁴ Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

Egalité des chances

15. Le projet est-il:
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes? Oui Non
 - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui Non
 - Si oui, expliquez de quelle manière:
 - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui Non
 - Si oui, expliquez pourquoi:
 - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui Non
 - Si oui, expliquez de quelle manière:
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes? Oui Non N.a.
- Si oui, expliquez de quelle manière:

Directive „services“

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵? Oui Non N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur:
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶? Oui Non N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur:
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

*

FICHE FINANCIERE

Le projet de loi précité n'a pas d'impact financier sur le budget de l'Etat.

⁵ Article 15, paragraphe 2 de la directive „services“ (cf. Note explicative, p. 10-11)

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive „services“ (cf. Note explicative, p. 10-11)

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6970/01

N° 6970¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2015-2016

PROJET DE LOI

portant approbation d'amendements aux Annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants, signée le 22 mai 2001, adoptés par les Parties par Décisions SC-7/12, SC-7/13, SC-7/14 à l'occasion de la septième réunion des Parties, tenue à Genève du 4 au 15 mai 2015

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

(3.5.2016)

Par dépêche du 8 mars 2016, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et européennes. Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs, une fiche d'évaluation d'impact, une fiche financière et le texte des amendements.

*

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le projet de loi sous avis a pour objet d'approuver les amendements aux annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001, et approuvée au Luxembourg par la loi du 8 janvier 2003¹. Lesdits amendements ont comme base les décisions SC-7/12, SC-7/13 et SC-7/14, telles qu'elles ont été adoptées par la septième réunion des Parties à la Convention, qui s'est déroulée à Genève, du 4 au 15 mai 2015.

Ces décisions portent sur l'hexachlorobutadiène, le pentachlorophénol et les naphthalènes polychlorés. À noter que la mise sur le marché et l'utilisation de ces substances sont interdites dans l'Union européenne et que leur production non intentionnelle lors de certaines activités industrielles requiert l'application de mesures de gestion des émissions relevant de la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles.

En vertu de l'article 22, paragraphe 4, de la Convention, des clauses d'approbation anticipée habilitent l'exécutif des États parties à amender certaines des dispositions de la Convention. Dans son avis n° 45.664 du 22 octobre 2002 (doc. parl. 4881) sur le projet de loi portant approbation de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, le Conseil d'État a considéré que „ce genre d'approbation anticipée est conforme à l'article 37 de la Constitution, à condition que la portée de l'assentiment préalable soit tracée avec une précision suffisante“.

Avec le vote de la loi du 8 janvier 2003 portant approbation de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001, la Chambre des députés a donné son approbation anticipée à des amendements futurs qui sont suffisamment circonscrits. Ainsi, des amendements aux annexes A, B et C de la Convention ont été publiés au Mémorial A n° 219 du 13 décembre 2010, sans qu'il y ait eu lieu de passer par une approbation desdits amendements par la Chambre des députés.

¹ Loi du 8 janvier 2003 portant approbation de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001.

Pour les amendements aux annexes A et C de la Convention, adoptés par la Conférence des Parties par les décisions SC-7/12, SC-7/13 et SC-7/14, les auteurs ont opté pour une loi d'approbation. Dans l'esprit de la Convention, les amendements auxdites annexes sont toutefois suffisamment circonscrits pour être couverts par l'approbation anticipée. Partant, il n'est pas nécessaire, voire indiqué de modifier les annexes en question par la voie législative. Le Conseil d'État demande dès lors aux auteurs de retirer le texte sous avis.

Ce n'est donc qu'à titre subsidiaire que le Conseil d'État procède à l'examen de la loi en projet.

*

EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE

Article unique

Sans observation.

*

OBSERVATIONS D'ORDRE LÉGISTIQUE

Article unique

Il y a lieu d'écrire „**Article unique.** Sont approuvés les amendements aux annexes ...“.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 3 mai 2016.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges WIVENES

6970/02

N° 6970²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2015-2016

PROJET DE LOI

portant approbation d'amendements aux Annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants, signée le 22 mai 2001, adoptés par les Parties par Décisions SC-7/12, SC-7/13, SC-7/14 à l'occasion de la septième réunion des Parties, tenue à Genève du 4 au 15 mai 2015

* * *

ARRETE GRAND-DUCAL DE RETRAIT DU ROLE DES AFFAIRES

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes est autorisé à demander en Notre nom le retrait du rôle du projet de loi n° 6970 portant approbation d'amendements aux Annexes A et G de la Convention sur les polluants organiques persistants, signé le 22 mai 2001, adoptés par les Parties par Décisions SC-7/12, SC-7/13, SC-7/14 à l'occasion de la septième réunion des Parties, tenue à Genève du 4 au 15 mai 2015.

Palais de Luxembourg, le 27 septembre 2016

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,*

Jean ASSELBORN

HENRI

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau



Commission de l'Environnement

Procès-verbal de la réunion du 11 mai 2016

Ordre du jour :

1. 6930 Projet de loi modifiant les articles 10 et 12 de la loi du 4 septembre 2015 relative aux produits biocides
 - Rapporteur : Monsieur Gérard Anzia
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport
2. 6970 Projet de loi portant approbation d'amendements aux Annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants, signée le 22 mai 2001, adoptés par les Parties par Décisions SC-7/12, SC-7/13, SC-7/14 à l'occasion de la septième réunion des Parties, tenue à Genève du 4 au 15 mai 2015
 - Désignation d'un Rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'État
3. COM (2016) 204 : Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen conformément à l'article 18, paragraphe 2, de la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux
 - Examen du document
4. Divers

*

Présents : M. Gérard Anzia, M. Frank Arndt, M. Eugène Berger, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Aly Kaes, M. Henri Kox, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Marco Schank, M. David Wagner

M. André Bauler, remplaçant M. Claude Lamberty
M. Gilles Baum, remplaçant M. Max Hahn

M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

M. Claude Franck, du Ministère de l'Environnement

Mme Rachel Moris, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Max Hahn, M. Claude Lamberty

*

Présidence : M. Henri Kox, Président de la Commission

*

1. 6930 Projet de loi modifiant les articles 10 et 12 de la loi du 4 septembre 2015 relative aux produits biocides

Monsieur le Rapporteur présente son projet de rapport, pour les détails exhaustifs duquel, il est renvoyé au document n°160709 publié sur courrier électronique en date du 9 mai courant.

Cette présentation n'appelle aucun commentaire.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité des membres présents, qui proposent le modèle de base pour les débats en séance plénière.

2. 6970 Projet de loi portant approbation d'amendements aux Annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants, signée le 22 mai 2001, adoptés par les Parties par Décisions SC-7/12, SC-7/13, SC-7/14 à l'occasion de la septième réunion des Parties, tenue à Genève du 4 au 15 mai 2015

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver les amendements aux annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm le 22 mai 2001 et approuvée au Luxembourg par la loi du 8 janvier 2003.

Dans son avis du 3 mai 2016, le Conseil d'État note qu'en vertu de l'article 22, paragraphe 4, de la Convention, des clauses d'approbation anticipée habilite l'exécutif des États parties à amender certaines des dispositions de la Convention.

Il rappelle par ailleurs qu'avec le vote de la loi du 8 janvier 2003 portant approbation de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001, la Chambre des Députés a donné son approbation anticipée à des amendements futurs qui sont suffisamment circonscrits.

Pour les amendements aux annexes A et C de la Convention, les auteurs ont opté pour une loi d'approbation. Or, dans l'esprit de la Convention, les amendements auxdites annexes sont toutefois suffisamment circonscrits pour être couverts par l'approbation anticipée. Partant, il n'est pas indiqué de modifier les annexes en question par la voie législative. Le Conseil d'État demande dès lors aux auteurs de retirer le texte sous rubrique.

Les membres de la Commission de l'Environnement décident de suivre la proposition du Conseil d'État. Ils renoncent donc à la nomination d'un Rapporteur et chargent le Gouvernement de retirer le projet de loi du Rôle des affaires.

3. Examen du document COM (2016) 204

Le document COM (2016) 204 est un rapport de mise en œuvre consacré à la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux. Il décrit l'expérience acquise dans l'application de la directive entre 2007 et 2013 et contient des conclusions et des recommandations sur les moyens d'améliorer la mise en œuvre sur le terrain. L'évaluation a consisté à analyser le fonctionnement de la directive et à examiner si celle-ci est adaptée aux besoins.

Le rapport conclut que la mise en œuvre de la directive a modestement amélioré la prévention et la réparation des dommages environnementaux par rapport à la situation antérieure à la transposition. La directive a notamment renforcé le principe du pollueur-payeur et a ainsi évité des coûts importants pour les finances publiques, en permettant la mise en œuvre, dans l'ensemble de l'Union, du principe de la responsabilité stricte à l'égard des dommages causés à l'environnement et en relevant les normes de réparation pour la restauration des ressources naturelles endommagées, notamment en ce qui concerne les dommages causés à la biodiversité. Toutefois, les disparités entre les réglementations des États membres pourraient susciter certaines préoccupations, même si peu d'inquiétudes de ce type ont été communiquées à la Commission européenne.

Au Luxembourg, la directive a été transposée par la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

Depuis décembre 2013, la question d'une éventuelle déclaration de dommages s'est posée à trois reprises :

- en septembre 2014, lors du déversement accidentel de pesticides dans un affluent wallon de la Haute-Sûre ;
- en février 2014, lors de la pollution au béton d'une forêt située en contrebas de la piste du Findel ;
- en avril 2016, lors d'un incident dans l'usine Goodyear, située à Colmar-Berg ayant eu pour conséquence le déversement d'une quantité significative d'huile hydraulique dans la rivière Attert.

Dans les deux premiers cas, il s'est avéré que la loi n'était pas applicable, car aucun dommage direct n'a été causé. En ce qui concerne le cas de la pollution de l'Attert, le Parquet a été saisi et une instruction est actuellement en cours.

La coopération entre États membres est prévue à l'article 14 de la loi précitée du 20 avril 2009. Cet article dispose que « *lorsqu'un dommage environnemental affecte ou est susceptible d'affecter plusieurs États membres, une coopération, notamment par un échange approprié d'informations, a lieu dans le cadre des relations bilatérales, en vue d'assurer une action de prévention et, selon le cas, de réparation en ce qui concerne ce dommage environnemental.*

Lorsqu'un dommage environnemental s'est produit, des informations suffisantes sont fournies aux États membres potentiellement affectés.

Lorsqu'un dommage, dont la cause est extérieure au Luxembourg, est identifié sur le territoire national, la Commission européenne et les États membres concernés en sont informés. Dans ce contexte,

- *des recommandations relatives à l'adoption de mesures de prévention et de réparation peuvent être faites;*

- *le recouvrement des frais engagés dans le cadre de l'adoption de mesures de prévention et de réparation peut être demandé. »*

4. Divers

La réunion jointe de la Commission de la Santé, de l'Egalité des Chances et des Sports et de la Commission de l'Environnement pour discuter de la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom (à la demande du groupe parlementaire CSV) pourrait avoir lieu au cours de la semaine du 23 mai 2016.

Il n'y aura pas de réunion le 25 mai 2016. La réunion du 1^{er} juin devrait quant à elle être consacrée à la problématique des stations d'épuration.

Luxembourg, le 12 mai 2016

La secrétaire,
Rachel Moris

Le Président,
Henri Kox